

« Il y a un risque de libanisation de l'Irak »

■ « La Tribune ». – Le soulèvement des chiïtes du sud de l'Irak représente-t-il un réel danger pour le régime de Bagdad ?

Ghassan Salamé*. – Avant de répondre, il faut se mettre en tête qu'il n'y a pas eu une guerre du Golfe mais trois. La première est une guerre qui n'a pas eu lieu ; c'est celle de la libération du Koweït puisque les forces d'occupation irakiennes se sont retirées sans livrer combat. La seconde a bien eu lieu. Elle a duré trois jours dans un périmètre délimité par les villes irakiennes de Bassorah, Salman et Nassiriyah et a abouti à la destruction par les forces alliées d'une partie du potentiel militaire irakien. La troisième est celle qui a commencé samedi dernier à l'aube. C'est pratiquement une guerre civile dans laquelle les alliés sont des spectateurs concernés mais inactifs jusqu'à maintenant. Cette guerre oppose au pouvoir de Bagdad une partie de la population, une partie de l'armée et elle est soutenue par l'Iran.

Ce troisième conflit est très embarrassant pour les alliés car il pose une alternative à Saddam Hussein, mais pas le genre d'alternative considéré comme souhaitable. Ceux qui se présentent comme les dirigeants du soulèvement chiïte prétendent instaurer une république islamique en Irak. S'ils y parvenaient, le succès militaire des alliés aurait donc eu un effet pervers en permettant à l'Iran d'exporter sa révolution avec dix ans de retard. Se présenterait également sous une lumière entièrement nou-

velle le problème de la sécurité dans la région du Golfe car un continuum irano-irakien poserait un danger d'une autre nature.

Mais il y a un effet plus immédiat et encore plus pervers en ce sens que la rébellion chiïte pourrait consolider le régime de Saddam Hussein sur une partie du territoire irakien au lieu de l'affaiblir dans l'ensemble du pays. On se trouve aujourd'hui devant un risque sérieux de libanisation de l'Irak, en termes de population à une échelle cinq fois supérieure à celle du Liban et sur un territoire vingt fois plus étendu. Il est clair qu'un projet de république islamique de type iranien n'est pas vendable à une bonne partie des Irakiens, Arabes et Kurdes de confession sunnite qui forment près de la moitié de la population.

Hormis le plaisir d'une revanche sur Bagdad, que recherche l'Iran dans cette affaire ? Un gain territorial ou l'extension de son influence à travers un régime vassal ?

L'objectif de Téhéran est d'installer à Bagdad un pouvoir qui lui est favorable assis sur une coalition à forte composante chiïte. Mais je pense que l'Iran n'a pas véritablement les moyens de l'atteindre du fait de l'opposition de pays comme l'Arabie Saoudite et de la Turquie et en raison de l'opposition intérieure. Faute de parvenir à cet objectif optimal, l'Iran pourrait se trouver contraint d'accepter une simple projection de son pouvoir sur une partie du territoire irakien.

On a le sentiment que les alliés sont pris de court ?

Les alliés ont sur les bras un problème qu'ils ont probablement sous-estimé. Les Occidentaux se trouvent devant un triple choix. Ou bien laisser l'Irak implorer en établissant autour une sorte de cordon sanitaire ; le pays serait ainsi maintenu en quarantaine et on laisserait la guerre civile se dérouler jusqu'à son terme. Ou bien conclure un « deal » avec l'Iran au terme duquel émergerait à Bagdad une coalition qui prendrait en compte à la fois le point de vue des alliés et de Téhéran. Ou enfin aider Saddam Hussein à se maintenir au pouvoir et remettre à plus tard la recherche d'une alternative au régime en place.

... Parmi ces trois scénarios, lequel paraît aujourd'hui le plus probable ?

Pour le moment, c'est la perplexité qui domine chez les alliés. Roland Dumas a tenu ces derniers jours des propos qui laissaient entrevoir une préférence pour la deuxième solution. Les Américains sont circonspects tandis que les Saoudiens sont paniqués. De toute évidence, le problème de l'alternative politique n'est pas encore résolu de manière claire.

Propos recueillis
par PASCAL AUBERT

* Ghassan Salamé est directeur de recherche au CNRS et professeur à l'IEP de Paris.